



La colère grandit, les mobilisations s'organisent : Le 11, le 13, le 14 et le 27 janvier

Pour faire face à la nouvelle dégradation de la situation sanitaire due à l'apparition du variant Omicron conjuguée à la vague de variant Delta, le gouvernement a présenté le 27 décembre de nouvelles mesures applicables à l'ensemble de la population.

La CGT Éduc'action a regretté que l'École soit la grande absente de cette présentation alors que la situation dans les écoles et établissements était déjà grandement chaotique au cours du mois de décembre : personnels absents et non remplacés, gestion des cas positifs et contacts chronophage à cause de l'aménagement du protocole, continuité des enseignements mise à mal... Pire, le ministre de l'Éducation a une nouvelle fois joué le mépris à l'égard des personnels et des familles en annonçant que très tardivement, la veille de la rentrée, de nouvelles mesures sanitaires applicables dès le lundi matin. Le tout étant fait, une nouvelle fois aussi, par voie de presse et non de façon officielle comme on peut l'attendre d'un employeur à l'égard des salarié-es... À nouveau, les personnels de l'Éducation nationale font face seuls à la fois aux familles, aux mesures à appliquer immédiatement et sans moyens, à la pénurie accentuée de personnels remplaçants...

Dans le 2nd degré, les services de vie scolaire, les infirmier-ères sont particulièrement exposé-es dans la gestion des tests et des absences des élèves. Face à cette situation quasi inédite, la CGT Éduc'action tient à souligner le grand professionnalisme et le dévouement de tous les personnels qui, comme cela est le cas depuis le début de la pandémie, portent à bout de bras l'institution scolaire alors qu'ils sont largement délaissés par leur ministère et que leurs conditions de travail se sont à nouveau profondément dégradées. Notre organisation syndicale continue d'exiger du ministère des moyens pour non seulement garantir la santé et la sécurité des personnels et des élèves (par exemple la distribution de masque FFP2 pour ceux et celles qui le souhaitent), mais aussi pour leur permettre de travailler et d'étudier dans des conditions respectueuses. Il est clair que les semaines qui arrivent ne pourront pas permettre de travailler sereinement et que cela implique obligatoirement des aménagements pédagogiques. Il sera en effet très compliqué de gérer les absences des personnels et des élèves, ainsi que les retours au compte-gouttes de ces derniers. Dans ces conditions, nous exigeons que les épreuves de spécialités du mois de mars soient reportées dès maintenant. **Pour faire face à cette crise en plus des problèmes de violence, mais plus globalement pour améliorer et garantir les services publics, nous avons le devoir de continuer à revendiquer des moyens. La situation nous impose une mobilisation pour nos conditions de travail, nos salaires et la création de postes pérennes.**

A Mayotte, les personnels se sont déjà mobilisés ces derniers mois, y compris par la grève. La CGT Éduc'action Mayotte soutient et soutiendra toutes les actions et initiatives locales qui prendraient pour appui toutes les autres dates de l'agenda social national: la CGT Éduc'action appelle, d'ores et déjà, dans certains départements à rejoindre la mobilisation du 11 janvier pour l'hôpital et des moyens pour la santé, le 14 janvier avec la mobilisation intersyndicale « administration morte ».

La CGT Éduc'action Mayotte appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser par la grève le 13 janvier 2022, contre un protocole sanitaire inapplicable **pour exiger des créations massives et immédiates de postes dans toutes les catégories de personnels pour, non seulement, garantir la santé et la sécurité des personnels et élèves, mais aussi pour leur permettre de travailler et d'étudier dans des conditions respectueuses de toutes et tous.** Pour ces mêmes raisons, elle appelle enfin les personnels à se mettre massivement en grève le 27 janvier, journée de grève interprofessionnelle pour les salaires et l'emploi.

Mamoudzou, le 10 janvier 2022